



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 19 – 21 juillet 2021

Sommaire

Actualité économique:

- Environnement macro-économique : entreprises / consommateurs / indicateur conjoncturel
- Politiques sociales : salaire médian / formation professionnelle / pauvreté / natalité / télétravail / heures de travail

Actualité financière :

- Régulation financière : assurance catastrophes naturelles / autorité européenne de lutte contre le blanchiment d'argent
- Banques et assurances : inondations / banques mutualistes

LE CHIFFRE À RETENIR

45%

Part des bâtiments couverts par une assurance catastrophe naturelle en Allemagne.

ACTUALITE ECONOMIQUE

Environnement macroéconomique

Selon un sondage de l'[ifo](#) effectué en juin auprès d'**entreprises**, 14 % des structures interrogées se considèrent encore en danger en raison de la crise Corona (18,7 % en février). L'événementiel resterait le secteur le plus touché, avec 70,4 % d'entreprises inquiètes quant à leur survie.

Dans la dernière « enquête conjoncturelle » de l'[IW Köln](#), 51 % des **entreprises** sondées affirment tabler cette année sur une production plus élevée qu'en 2020 ; 42 % souhaiteraient en outre investir davantage et 43 % augmenter leurs effectifs.

L'[IW Köln](#) note une nette amélioration du climat à la consommation qui dépasserait au deuxième trimestre 2021 le niveau d'avant-crise. 30 % des sondés qualifient leur situation financière de bonne, soit 5 points de plus qu'au premier trimestre 2021. La volonté d'épargner resterait

cependant élevée (46 % des interrogés, soit près de 20 points de plus qu'avant la pandémie).

Selon l'**indicateur conjoncturel** de l'[IMK](#) du mois de juillet, la probabilité d'une récession technique au cours des trois prochains mois augmente à 7,2% (après 3,7 % en juin), celle d'une forte croissance baisse à 61,3 % (après 71,3 %). Les difficultés d'approvisionnement dans l'industrie ne seraient cependant que passagères et n'impacteraient pas significativement les bonnes perspectives de croissance.

Politiques sociales

En 2020, le niveau du **salairé médian** a enregistré sa plus faible hausse annuelle depuis 2009, selon l'[Agence fédérale du travail](#). Il a augmenté de 26 € par rapport à 2019 pour s'établir à 3 427 €. Les salaires se sont notamment contractés dans le secteur manufacturier (-44 €) et l'hôtellerie-restauration (-79 €), alors qu'ils ont augmenté dans les secteurs de l'assurance (+111 €) et de la santé (+80 €).

L'[Agence fédérale du travail](#) a enregistré 385 000 candidatures à une **formation professionnelle** entre octobre 2020 et juin 2021, soit 32 000 de moins qu'à la même période un an auparavant. 158 000 candidats n'ont pas obtenu de place d'apprentissage et 216 000 des 468 000 places proposées sont encore vacantes.

Selon une étude de l'association [Paritätischer Wohlfahrtsverband](#), le taux de **pauvreté** des mineurs est passé de 18,2 % en 2010 à 20,5 % en 2019, malgré une baisse du nombre de mineurs dépendants de l'allocation de base *Hartz IV*.

Le taux de **natalité** a été de 1,53 enfant par femme en 2020, selon [Destatis](#). Il a baissé pour la quatrième année consécutive (1,54 en 2019).

L'[ifo](#) chiffre à 57 % la part potentielle des salariés domiciliés dans des grandes agglomérations et pouvant recourir au **télétravail**. 28,4 % auraient au moins partiellement travaillé depuis chez eux en juin 2021 (31,0 % en mai), selon l'institut.

D'après une étude de l'[IAB](#), 52 % des mères d'enfants de moins de 14 ans ont, en avril 2020, partiellement reporté des **heures de travail** aux soirs ou aux weekends (contre 26 % en octobre 2020). Le taux aurait été de 31 % pour les pères dans la même situation (18 % en octobre 2020).

ACTUALITE FINANCIERE

Régulation financière

Les fortes inondations remettent à l'ordre du jour les discussions sur la nécessité de rendre obligatoire l'**assurance catastrophe naturelle**. Elle l'a été dans le Land du Bade-Wurtemberg jusqu'en 1994 où 94 % des bâtiments sont assurés, alors que la [moyenne nationale](#) n'est que de 45 %. La branche s'y oppose estimant préférable que chaque propriétaire prenne les mesures nécessaires pour éviter des dommages importants et que les primes d'assurance soient calculées en fonction des risques individuels. Plusieurs responsables politiques sont néanmoins favorables à l'instauration d'une assurance obligatoire.

Ayant découvert des lacunes dans les **systèmes informatiques** des établissements de crédit, la Bundesbank en tant que co-superviseur bancaire, les met en garde dans son [rapport mensuel](#) de juillet contre les risques liés à la numérisation de leurs activités (cybersécurité, outsourcing, ...).

La fédération des fonds d'investissement ([BVI](#)), à l'instar de la fédération des banques commerciales ainsi que de la BaFin, fait état de son souhait de voir la future **autorité européenne de lutte contre le blanchiment d'argent** (*amla*) s'installer à Francfort/Main (cf. BE n°16+18).

Banques et assurances

A la suite des **pluies diluviennes et des inondations** survenues dans le sud et l'ouest de l'Allemagne, **les assureurs** (GDV) s'attendent à des dommages de 4 à 5 Md€ ; en 2002, ils avaient atteint au total 10,9 Md€ (dont 4,65 Md€ pour les assureurs (sans prise en compte de l'assurance-automobile). Le GDV demande au Bund de mettre en place un site internet accessible à tous qui regroupera toutes les données sur les zones à risques en Allemagne. Il souhaite en outre des campagnes d'information. Les assureurs ont eux-mêmes développé un système de zonage pour évaluer les risques d'inondation, de reflux, de fortes précipitations, ainsi que les risques environnementaux, « **ZÜRS Geo** ». Il comprend 22 M d'adresses.

Le **groupe des banques mutualistes** enregistre, en 2020, un **résultat avant impôts** inférieur à celui de 2019 (7,2 Md€ contre 10,2 Md€) du fait, principalement, de provisions pour risques de crédit très supérieures à celles de l'année précédente (2,3 Md€ contre 0,8 Md€). L'encours des crédits a augmenté de 5,4 %, notamment en raison des crédits Corona, pour atteindre 890,6 Md€. L'encours des dépôts a davantage progressé qu'en 2019 (+6,5 % contre 4,5 %) du fait de la propension à l'épargne pendant la pandémie ; il s'élève à 937,9 Md€. Le résultat avant impôts devrait être plus élevé en 2021 compte tenu d'incidents de remboursement de crédit moins importants que prévu.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international